

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

**ETUDE DE L'OFFRE DE SEMENCES
EN VUE DE LA REALISATION
DES PLANTATIONS FORESTIERES
AU PROFIT DU MINFOF**

GUIDE D'ENTRETIEN

PAR

CERES Sarl

SOMMAIRE

Page

OBJECTIF 1 : APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES..... 1

1. 1. PRODUCTION DES SEMENCES

- 1. 1.1. Identification des semenciers
- 1. 1. 2. Sécurisation des semenciers
- 1. 1. 3. Suivi des semenciers et collecte des semences
- 1. 1. 4. Traitements des semences
- 1. 1. 5. Stockage des semences

1. 2. VULGARISATION

- 1. 2. 1. Information
 - 1.2.1.1. *Information technique (pour les professionnels)*
 - 1.2.1.2. *Information destinée au grand public*
- 1. 2. 2. Formation
- 1. 2. 3. Distribution des semences

1. 3. IMPLICATION DU SECTEUR PRIVE LUCRATIF NON LUCRATIFS (INDUSTRIELS, ONGs)

OBJECTIF 2 : HOMOLOGATION ET CERTIFICATION DES SEMENCES..... 3

- 2. 1. AGENTS ASSERMENTES DU MINFOF
- 2. 2. NORMES D'HOMOLOGATION DES SEMENCIERS
- 2. 3. NORMES DE CERTIFICATION DES SEMENCES FORESTIERES
- 2. 4. AGREMENT DES PEPINIERISTES

OBJECTIF 3: STRATEGIE DE CREATION DU CNSF..... 4

- 3. 1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DES AUTRES CNSF
- 3. 2. VISION DES GROUPES CIBLES ET POTENTIELS BAILLEURS SUR LA STRATEGIE DE GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES FORESTIERES
- 3. 3. BUDGET PREVISIONNEL

OBJECTIF 4: RESEAUX DE PEPINIERISTES..... 5

- 4. 1. ANALYSE DES AUTRES FILIERES AGRICOLES
- 4.2. ANALYSE DES CAPACITES DES PEPINIERES EXISTANTES
- 4.3. FORMATION

OBJECTIF 5: AMELIORATION DES SEMENCES..... 6

- 5.1. TECHNOLOGIE DES SEMENCES
- 5.2. GENETIQUE FORESTIERE
- 5.3. CONSERVATION DES RESSOURCES GENETIQUES FORESTIERES

ANNEXE : TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE..... 7

OBJECTIF 1 : APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES

1. 1. PRODUCTION DES SEMENCES

1. 1. 1. Identification des semenciers

Méthodes de prospection, de localisation et de sélection des semenciers

Critères de choix des semenciers

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

1. 1. 2. Sécurisation des semenciers

Méthodes de gestion des peuplements de semenciers (cartographie, centralisation de l'information...)

Equipements nécessaires

Structures impliquées (gestion du partenariat avec les paysans, les industriels, ONG...)

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière (aménagement)

1

1. 1. 3. Suivi des semenciers et collecte des semences

Suivi et entretien des semenciers (floraison, fructification, état sanitaire...)

Processus de collecte/achat des semences

Conditionnement et transport des semences récoltées

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière (échange de matériel génétique)

1. 1. 4. Traitements des semences

Méthodes de traitement appliquées aux semences collectées (laboratoire, ...)

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière

1. 1. 5. Stockage des semences

Conditionnement des semences à stocker (quantité par lot, type d'emballage...)

Conditions de stockage (milieu ambiant, chambre froide, azote liquide...)

Durée moyenne de stockage (types de semences)

Gestion des stocks de semences (rythme de vérification des capacités germinatives, reconstitution des stocks)

Equipement nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

1. 2. VULGARISATION

1. 2. 1. Information

1.2.1.1. *Information technique (pour les professionnels)*

Catalogue des semenciers (nombre de semenciers, liste avec localisation et caractéristiques, niveau actuel de production par espèce, quantités de semences récoltées par semencier, périodicité des récoltes)

Structures impliquées dans la gestion du catalogue

Personnes impliquées dans la confection et la gestion du catalogue des semenciers (nombre, compétences, ancienneté)

2

1.2.1.2. *Information destinée au grand public*

Statistiques de production semencière par espèce prioritaire

Catalogue des prix (poids et nombre de graines, taux de germination garanti)

Fiches techniques sur les semences disponibles (informations sur les prétraitements, les conditions de germination et de croissance de plants)

1. 2. 2. Formation

Corpus des connaissances nécessaires pour piloter l'approvisionnement en semences

Evaluation des structures de formation par rapport à ces connaissances

1. 2. 3. Distribution des semences

Politique des prix des semences stockées

Dons

Ventes (prix forfaitaire, prix coûtant...)

Publicité sur les semences

Utilisation des médias classiques (audio-visuel, presse écrite)

Site internet (page Web)

Appartenance à des associations de semenciers

Partenariat avec d'autres intervenants (ONG) dans la production des semences

Journées porte-ouvertes, participation aux foires-exposition ...

1. 3. IMPLICATION DU SECTEUR PRIVE LUCRATIF ET NON LUCRATIFS (INDUSTRIELS, ONGs)

Activités en matière de reboisement

Législation en la matière

Activités de production de semences réalisées actuellement au sein de la structure (prospection, localisation, protection des semenciers (aménagement), autres. .)

Equipements ou installations disponibles pour mener ces activités

Section de la structure chargée de cette activité

Personnes impliquées dans cette activité (nombre, qualification, ancienneté)

3

OBJECTIF 2 : HOMOLOGATION ET CERTIFICATION DES SEMENCES

2. 1. AGENTS ASSERMENTES DU MINFOF

Domaine (s) d'intervention

Direction de rattachement

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière

2. 2. NORMES D'HOMOLOGATION DES SEMENCIERS

Normes en la matière

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière

2. 3. NORMES DE CERTIFICATION DES SEMENCES FORESTIERES

Normes en la matière

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière

2. 4. AGREMENT DES PEPINIERISTES

Normes en la matière

Equipements nécessaires

Structures impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Législation en la matière

4

OBJECTIF 3: STRATEGIE DE CREATION DU CNSF

3. 1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DES AUTRES CNSF

Organigramme des autres CNSF (Congo, Burkina)

Composition de l'unité de gestion (Conseil d'Administration)

Droit et poids (contribution au fonctionnement) financiers des membres de l'unité de gestion (Etat, privés lucratifs et non lucratifs)

3. 2. VISION DES GROUPEs CIBLES ET POTENTIELS BAILLEURS SUR LA STRATEGIE DE GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES FORESTIERES

(Groupes cibles : Etat, communes forestières, communautés détentrices des forêts ; Industriels forestiers, ONG œuvrant dans l'agroforesterie et la protection de l'environnement)

Nécessité de l'existence d'une structure spécialisée dans la production de semences (CNSF)

Statut institutionnel pour une telle structure pour faciliter l'implication financière (étatique, privé, paritaire)?

Possibilité de financement des activités d'une telle structure (bailleurs de fonds)

Disposition à s'associer à l'œuvre de gestion durable (en cas de non appartenance à l'unité de gestion)

3. 3. BUDGET PREVISIONNEL

Engagements politiques du Cameroun en faveur de la gestion durable des ressources forestières

Poids du secteur forestier dans l'économie camerounaise

Budget des CNSF étrangers en tenant compte des budgets nationaux et du poids du secteur forestier

OBJECTIF 4: RESEAUX DE PEPINIERISTES

4. 1. ANALYSE DES AUTRES FILIERES AGRICOLES

Stratégie de partenariat dans les grands programmes agricoles (PDPV (palmier), PPTTE semences de base, PNAFM (maïs), PDRT (racines et tubercules), PRFP (plantain))

Poids financier des différentes filières (coût des semences/matériel de plantation utilisés par an)

Sources de financement

Encadrement technique de pépiniéristes

Sources parallèles de matériel de plantation

4.2. ANALYSE DES CAPACITES DES PEPINIERES EXISTANTES

Espèces traitées (nombre et nature, origines des semences, etc.)

Techniques de productions utilisées

Equipements

Personnes impliquées (nombre, compétences, ancienneté)

Stratégie de commercialisation des plants

Commercialisation sous contrat : fondement du contrat, degré de satisfaction, proposition de contrat type souhaité

Capacité de production

Surface utile

4.3. FORMATION

Corpus des connaissances nécessaires pour la conduite d'une pépinière

Evaluation des structures de formation par rapport à ces connaissances

OBJECTIF 5: AMELIORATION DES SEMENCES

5.1. TECHNOLOGIE DES SEMENCES

Activités de recherche menées en la matière

Equipements nécessaires

Structures (stations ou programmes) impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Etat des connaissances (espèces déjà étudiés et/ou résultats disponibles)

6

5.2. GENETIQUE FORESTIERE

Activités de recherche menées en la matière

Equipements nécessaires

Structures (stations ou programmes) impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Etat des connaissances (espèces déjà étudiés et/ou résultats disponibles)

5.3. CONSERVATION DES RESSOURCES GENETIQUES FORESTIERES

Activités de recherche menées en la matière

Equipements nécessaires

Structures (stations ou programmes) impliquées

Personnes impliquées (nombre, niveau d'études, ancienneté)

Etat des connaissances (espèces déjà étudiés et/ou résultats disponibles)

ANNEXE

TERMES DE REFERENCE

TdR N° 941.4.42.42150.2042.01

TERMES DE REFERENCE POUR L'ETUDE RELATIVE A L'OFFRE DE SEMENCES EN VUE DE LA REALISATION DE PLANTATIONS FORESTIERES

I. Contexte et justifications

Ajoutée aux systèmes intensifs d'exploitation forestière, la pression sur les ressources forestières par les populations à la recherche de terres cultivables et de bois de chauffe et de service a entraîné une dégradation progressive du couvert végétal.

La revue institutionnelle du secteur forestier initiée dans le cadre des réformes du troisième crédit à l'ajustement structurel (CAS III) a débouché, après diagnostic, sur un recentrage du rôle de l'Etat. Il s'est agi d'orienter les fonctions du type productif ou commercial vers le secteur privé et de recadrer l'Etat (de même que ses financements publics) sur ses missions régaliennes.

Le Cameroun présente un fort potentiel écologique pour le développement des plantations. La politique gouvernementale veut désormais encourager les investissements privés dans ce domaine afin d'accélérer la reconstitution, et même l'augmentation, du potentiel forestier. Cela nécessite la mise en œuvre d'un programme d'appui à moyen terme pour développer les plantations forestières au Cameroun et encourager des investissements par des producteurs et groupements villageois, des investisseurs individuels, des institutions ou des industriels privés nationaux ou étrangers.

Pour parvenir à harmoniser les interventions de tous ces acteurs potentiels, avec l'aide de la communauté internationale, le Gouvernement du Cameroun s'est résolu depuis 1999 à mettre en place le programme Sectoriel Forêt – Environnement (PSFE) pour contribuer à la mise en œuvre de sa politique de gestion durable et participative des ressources forestières et fauniques du pays. L'objectif de ce programme est de permettre une mise en place d'un cadre cohérent pour toutes les interventions.

En ce qui concerne particulièrement le secteur des plantations forestières, le manque de semences, en quantité et en qualité, a été identifié comme une des contraintes majeures à son expansion. La présente capacité pour mettre en œuvre un programme de

développement des plantations forestières est gravement compromise par le manque de disponibilité en semences de bonne qualité pour les espèces désirées. En effet, les semences utilisées jusqu'à ce jour n'ont pas toujours fait l'objet d'attentions particulières dans leur choix (utilisation de sauvageons ou de graines récoltés dans les peuplements existants).

L'utilisation de semences de mauvaise qualité se traduit par des germinations faibles et des taux de survie peu élevés en pépinière, et des croissances limitées en plantation, ce qui compromet l'atteinte des retours économiques et financiers espérés des efforts de reboisement. Compte tenu du niveau des investissements requis et de la durée du retour sur investissement, il importe que toutes les chances soient mises à contribution et toutes les précautions prises pour balayer tous les risques d'échec.

C'est à cet effet que le MINFOF envisage, pour améliorer cette situation, de mettre en place un Centre national de semences forestières dont la présente étude de faisabilité constitue le premier jalon. Cette étude permettra un approvisionnement soutenu des opérateurs en semences de bonne qualité et en quantité suffisante.

II. Niveau d'avancement actuel de l'activité

Dans la zone forestière, parmi les principales activités réalisées par le passé en plantations forestières, on retiendra de nombreuses plantations en Ayous, Okoumé, Moabi et certaines espèces de Méliacées mises en place par différentes structures qui se sont succédées (Fonds Forestier, Onaref, Onadef). Le choix des « arbres plus » et la préservation des semenciers étaient réalisés dans le cadre des aménagements forestiers. Une technique de récolte, de traitement et de conditionnement des semences pour ces espèces a été mise au point.

De nombreux essais ont été réalisés par l'institut de la recherche agronomique et de développement (IRAD) en vue de tester les essences et les origines.

Financé jusqu'en 2002 par le Projet Mont Cameroun, le Jardin botanique de Limbé dispose de capacités en matière de certification d'origine des semences.

De 1991 à 1996, basé à Mbalmayo, le Projet Overseas Development Administration (ODA) a mis au point des techniques de bouturage pour une production soutenue de plants pour les espèces dont la fructification est irrégulière ou sujette à des attaques par des insectes ou des animaux sauvages (Ayous, Bibolo, Framiré). Cette initiative n'a malheureusement pas duré mais représente un acquis pour la production de plants à grande échelle.

Dans les provinces de l'Ouest et du Nord Ouest, plusieurs atouts importants existent dans les domaines forestier et agro forestier tels qu'une tradition et une connaissance des bocages traditionnels (haies périmétrales) et des petits boisements extensifs principalement en Eucalyptus.

Dans les provinces du Nord et de l'Extrême Nord, l'Onadef a réalisé des plantations d'*Azadirachta indica*, de *Cassia siamea*, d'*Anacardium occidentale*, d'eucalyptus et de *Khaya senegalensis*.

Des initiatives de production et d'amélioration de la qualité des semences notamment agricoles ou agro forestières sont en cours de développement par le MINADER, l'ICRAF et d'autres organismes chargés de la recherche et de la formation. En outre, un réseau de petits pépiniéristes et horticulteurs urbains se développe et prend de plus en plus d'importance.

III. Objectifs

3.1. Objectif général

Au terme de l'étude, une stratégie globale visant la sécurisation de l'offre des semences de qualité en quantité suffisante est proposée dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de plantations. Cette stratégie intègre aussi bien tous les aspects liés à l'approvisionnement (sélection et protection de semenciers, collecte ou achat, conditionnement, amélioration de la qualité, stockage, équipement, formation, information et distribution) que ceux se rapportant à la coordination de toutes les activités relatives à la fourniture des semences, de la demande à la distribution.

3.2. Objectifs spécifiques

1. Proposer une stratégie d'approvisionnement en semences (sélection et protection de semenciers, collecte ou achat, conditionnement, stockage, équipement, formation, information et distribution) ;
2. proposer un système d'homologation et de certification des semences ;
3. proposer un schéma de création, d'organisation et de fonctionnement d'un Centre national de semences forestières ;
4. proposer un système d'agrément et d'organisation du réseau des pépiniéristes ;
5. proposer une stratégie d'amélioration de la qualité des semences.

IV. Activités à réaliser par les consultants

- Avant le début de leur intervention, les consultants (international et nationaux) prendront soin de faire approuver leur plan de travail, la méthodologie et le calendrier de leur intervention ainsi que la liste des acteurs qu'ils souhaitent rencontrer au cours de la réalisation de l'étude.
- Ils prendront attache avec les organismes et institutions impliqués dans le processus de production et de distributions des semences agricoles, agro forestières et forestières.
- Ils se rendront sur le terrain pour des enquêtes et observations directes sur les divers sites de plantation (d'hier et d'aujourd'hui).
- Ils mèneront des concertations avec les acteurs clés du secteur forestier camerounais.
- Pendant et à la fin de la phase recherche, les consultants animeront des ateliers pour présenter les stratégies proposées en vue de leur validation et pour l'adhésion des acteurs aux propositions faites.
- Un rapport final en plusieurs exemplaires contenant l'ensemble des stratégies proposées sera rédigé à la fin de l'étude, y compris les comptes rendus des réunions de restitution d'étapes.

V Résultats attendus

Compte tenu des objectifs ci-dessus définis, les résultats ci-après seront envisagés :

- une stratégie d'approvisionnement en semences (sélection et protection de semenciers, collecte ou achat, conditionnement, stockage, équipement, formation, information et distribution) est proposée ;
- un système d'homologation et de certification des semences est proposé ;
- un schéma de création, d'organisation et de fonctionnement d'un Centre national de semences forestières est proposé, associant les projets de textes et de budget y afférents ;
- un système d'agrément et d'organisation du réseau des pépiniéristes est proposé ;
- une stratégie d'amélioration de la qualité des semences est proposée.

VI. Identification de l'indicateur d'activité

Les stratégies sont opérationnelles et l'appel d'offres pour la création du Centre de semences forestières peut être lancé.

VII. Durée, période souhaitée et localisation des activités

Dans un délai de 75 jours calendaires à compter de la date de signature du contrat, l'étude sera réalisée à Yaoundé et dans 6 provinces du Cameroun (particulièrement au Centre, à l'Ouest et dans le Septentrion ; avec, à l'Est, visite de réalisation chez Pallisco et en forêt communale de Dimako).

VIII. Identification des intervenants au sein du Ministère

Les consultants travailleront en étroite collaboration avec l'ANAFOR maître d'œuvre de l'étude et la DPT/MINFOF responsable de la composante 4 du PSFE.

Les intervenants sont : la Direction des forêts, le MINEP, le MINADER, le MINRESI/IRAD, ICRAF, les opérateurs privés en plantation, etc.

IX. Profil des consultants

L'étude sera réalisée par un consultant international de grande réputation dans le domaine des semences, auquel seront associés trois consultants nationaux.

Le consultant international devra :

- être un forestier avec une connaissance avérée dans le domaine des semences et avoir une expérience professionnelle d'au moins (15) quinze ans ;
- avoir une bonne expérience de l'Afrique intertropicale, de préférence de l'Afrique Centrale ;
- avoir une bonne connaissance des espèces forestières de plantation en régions tropicales sèches et/ou humides ;
- avoir des connaissances avérées dans les domaines du conditionnement et de l'amélioration de la qualité des semences ;
- être bilingue (Français, Anglais).

Les consultants nationaux devront :

- être des forestiers avec au moins (10) dix années d'expérience ;

- avoir une expérience en sylviculture respectivement en savane sèche, savane humide et forêt dense ;
- avoir des connaissances dans le domaine de l'amélioration de la qualité des semences.

X. Budget

Il couvre les honoraires des consultants, les frais de déplacement de ces derniers, les perdiems, les frais de l'atelier de restitution et les frais de rapports.

XI. Système et fréquence des rapports, restitution, validation

- Pendant la durée de l'étude, les consultants auront 2 passages devant le responsable de l'ANAFOR et de la composante 4 du PSFE pour exposer l'évolution de leurs activités ;
- Un rapport provisoire sera déposé avant l'atelier final de restitution des travaux ;
- Un atelier de restitution sera organisé par le cabinet ;
- Les responsables de l'ANAFOR et de la composante 4 du PSFE auront 8 jours pour recueillir et transmettre à l'équipe des consultants, les éventuelles critiques de l'ensemble des parties prenantes ;
- Le rapport définitif de l'étude sera déposé 15 jours après la tenue de l'atelier de restitution. Ce rapport doit comprendre un résumé, des mots clefs et être produit en version électronique (format Word et ou PDF).